

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 5

Artikel: Évolution ou révolution dans la conduite de la guerre... : La stratégie aérienne au Kosovo. 3e partie
Autor: Rickli, Jean-Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346249>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Evolution ou révolution dans la conduite de la guerre...

La stratégie aérienne au Kosovo (3)

Le conflit du Kosovo, par la façon novatrice par lequel il a été mené, nous interpelle directement sur la façon de mener la guerre à l'aube du XXI^e siècle. En effet, le recours primordial et exclusif aux armes aériennes ainsi que l'application stricte des paradigmes de l'*Air Power* (puissance aérienne), ont permis aux forces de l'OTAN de venir à bout de Slobodan Milosevic, au terme d'une campagne aérienne de 78 jours.

■ Plt Jean-Marc Rickli¹

La guerre du Kosovo se situe dans la continuité du processus de rupture amorcé par la guerre du Golfe. Représente-t-elle vraiment l'apothéose de l'arme aérienne, du bombardement stratégique qui aurait permis, à lui seul, de faire capituler le régime de Belgrade ?

La guerre du Kosovo

La dimension humanitaire apparaît comme l'alibi des interventions dans les années 1990. Le «devoir d'assistance humanitaire» face aux exactions commises au Kosovo ne déroge pas à cette règle. L'échec des négociations de Rambouillet dû au refus de Milosevic de garanties donnant libre accès à l'OTAN à travers tous les territoires d'ex-Yougoslavie, ainsi que les massacres perpétrés par les forces serbes au Kosovo sont les raisons officielles de l'intervention militaire de l'OTAN. Si au niveau politique, il convient de relativiser

l'importance de la dimension humanitaire, celle-ci s'avère primordiale au niveau des opinions publiques occidentales; elle sert de catalyseur au soutien des autorités politiques.

Cependant d'autres motifs ont aussi joué un rôle important dans la décision d'intervenir au Kosovo. Ainsi, en cas de conflit au Kosovo, la stabilité des relations entre Grecs et Turcs serait menacée. Les tensions latentes entre les deux Etats au sujet de l'île de Chypre pourraient s'exacerber. Le jeu des alliances pourrait avoir le même effet: les Grecs, par leurs affinités culturelles, sont les alliés des Serbes orthodoxes, tandis que les Turcs soutiennent les Kosovars musulmans. L'architecture de sécurité de l'OTAN comprenant outre les dix-neuf pays membres de l'Alliance, le Partenariat pour la paix, le Conseil de partenariat euro-atlantique, le Groupe de coopération méditerranéen, le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie et la Commission OTAN-Ukraine, ne peut pas se permettre

d'éclater à cause des agissements nationalistes d'un minable «apparatchik».

D'un autre côté, l'engagement de l'OTAN au Kosovo semble idéal pour légitimer le nouveau concept stratégique de l'Alliance fondé sur la nécessité de conserver des moyens de dissuasion partout où la sécurité de cette dernière peut être affectée, y compris à l'extérieur de la zone définie dans le traité de l'Atlantique Nord (intervention hors-zone). Pour les Etats-Unis, la crédibilité de l'OTAN et de leur engagement dans le monde est directement menacée si l'Alliance ne répond pas à la crise.

Dans la foulée des expériences catastrophiques en Bosnie et en Albanie, les Européens se doivent, de leur côté, de donner de la crédibilité à leur politique étrangère et de sécurité commune (PESC), marquée jusqu'à présent par une remarquable inanité. C'est également une occasion idéale d'activer les structures de sécurité européennes telles

¹ Il s'agit de la version très condensée d'un Rapport de stage présenté en décembre 1999 à la *Forschungstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse*, sous la direction des professeurs Philippe Braillard et Andreas Wenger, en vue de l'obtention de la licence ès sciences politiques à l'Université de Genève. Voir RMS, mars et avril 2002.

que l'UEO (d'ailleurs moribonde) et de renforcer le pilier européen au sein de l'Alliance atlantique.

Du côté serbe, les raisons de la répression anti-albanaise sont plus à mettre sur le compte d'exaltations nationalistes et d'intérêts personnels que d'une quelconque nécessité stratégique. Slobodan Milosevic, qui a bâti son pouvoir sur des revendications nationalistes, ne peut se permettre de subir un affront supplémentaire, après l'éclatement de la Yougoslavie, la perte des Serbes de Bosnie et celle des territoires à ex-majorité serbe de la Krajina.

Environnement stratégique

Les stratégies mises en œuvre pendant la guerre du Kosovo se différencient de celles utilisées pendant la guerre du Golfe. En effet, les stratégies qui sous-tendaient «TEMPÊTE DU DÉSERT» amenaient à



Des réfugiés du Kosovo, canalisés par des soldats macédoniens.

une guerre parallèle qui frappaient simultanément les défenses aériennes, le C⁴I (infrastructure de commandement, de contrôle, de communication, d'informatique et de renseignements), les installations électriques et les centres politiques irakiens. Dans les Balkans, la stratégie appliquée par l'OTAN consiste en une escalade graduelle de stratégies d'interdic-

tion et d'attrition vers une stratégie de décapitation. Elle permet à l'OTAN de montrer sa ferme détermination à faire céder rapidement Milosevic, sans devoir consentir des pertes en vies humaines. Surtout, elle présente l'énorme avantage d'être acceptable pour les dix-neuf pays membres de l'Alliance.

Cette stratégie de frappes graduelles sur l'appareil politique et militaire serbe comprend trois phases. La première consiste en priorité à neutraliser la défense aérienne serbe. La seconde consiste à «bombarder» des concentrations militaires dans une vaste zone de la Yougoslavie, allant de Belgrade jusqu'aux frontières avec la Macédoine et l'Albanie. L'augmentation de la pression sur les forces serbes par des moyens aériens doit éviter un engagement terrestre. Finalement, la troisième cherche à décapiter le pouvoir de Milosevic par la destruction de tous les lieux, bâtiments ou infrastructures.



Un char serbe, arme conventionnelle...

qui touchent, de près ou de loin, au pouvoir de Belgrade.

D'emblée, cette stratégie montre des faiblesses. Les planificateurs de l'Alliance, qui croient que de simples frappes aériennes feront reculer Milosevic, se trompent complètement sur la capacité de résistance du dictateur. D'autre part, des changements fréquents dans la conduite des opérations révèlent des faiblesses au niveau de la réflexion stratégique. Les dirigeants de l'OTAN veulent appliquer les recettes qui ont connu le succès lors de la guerre du Golfe. En 1991, la coalition avait effectué des attaques simultanées et massives sur toutes les cibles à haute valeur stratégique. Au Kosovo, l'OTAN fait le contraire en choisissant une approche qui privilégie la destruction des défenses aériennes serbes avant d'attaquer les autres cibles de grande valeur stratégique et les forces serbes. Ainsi, l'OTAN perd tous les avantages liés à une guerre parallèle.

Il faut également déplorer un manque total de discernement des conséquences des opérations militaires sur les mouvements migratoires. Malgré l'opération humanitaire «*SHINING HOPE*», l'OTAN s'avère incapable de gérer les contraintes inhérentes à des afflux massifs de réfugiés. Il faut attendre l'intervention des Nations unies et des organisations non gouvernementales pour que le problème soit empoigné...

Pour les Serbes, il s'agit de tout entreprendre pour empêcher une partition du Kosovo. Pour ce faire, les dirigeants

lancent des actions qui doivent renverser le déséquilibre démographique de la province, défavorable aux Serbes. Le «nettoyage ethnique» en fait partie. Sur le plan militaire, les forces serbes adoptent des stratégies asymétriques. Elles font de la résistance active mais adoptent une «stratégie du hérisson» en utilisant systématiquement les caches, les moyens de déception, les leurres et des fortifications très résistantes. Elles privilégient le combat urbain, plus meurtrier en cas d'intervention terrestre des Alliés et vident des villes pour s'y terror. Pour répondre à la menace des frappes chirurgicales, elles utilisent des «boucliers humains» et le système de convois mixtes (civils et militaires). Elles engagent leur défense antiaérienne sélectivement, ce qui empêche les avions de l'OTAN de voler en-dessous de 4500 mètres.

Contre l'UCK, c'est la stratégie de la contre-guérilla. Les Serbes délogent et détruisent les combattants kosovars, sans être inquiétés par des actions

de rétorsion de l'OTAN, cette dernière ayant fait savoir d'emblée qu'elle ne lancerait pas d'offensive terrestre.

Déroulement du conflit

Le 24 mars 1999, l'OTAN commence l'opération «*FORCE ALLIÉE*» par le tir de missiles *Tomahawk*, un symbole de cette guerre qui oppose deux conceptions totalement différentes. L'OTAN recourt à une guerre de haute technologie, à des missiles de croisières et à des bombardiers stratégiques pour frapper à distance; les Serbes se limitent à des opérations terrestres avec des armes conventionnelles, dans le but d'expulser et détruire les Kosovars albanais. Il n'est pas étonnant que les Serbes continuent leur nettoyage ethnique jusqu'à la fin du conflit, sans que l'OTAN ne puisse les en empêcher, puisque l'Alliance ne dispose pas de moyens terrestres à proximité du théâtre des opérations, dès lors que les leaders politiques de l'Alliance ont exclus



Effet d'une arme sophistiquée de l'OTAN...

dès le début des opérations un engagement terrestre.

Dès le 27 mars, l'OTAN lance la phase 2, qui vise la destruction des objectifs militaires serbes ainsi que les infrastructures économico-industrielles au sud du 44° parallèle. Cependant, les mauvaises conditions météorologiques empêchent l'application de la puissance aérienne. Ainsi, deux semaines après le début du conflit, soit le 7 avril, l'Alliance attaque pour la première fois un blindé serbe. Lors du sommet de Washington, du 23 au 25 avril, les leaders politiques de l'OTAN donnent davantage d'autonomie dans la désignation des cibles au Commandement suprême allié en Europe (SACEUR) et se prononcent pour des frappes 24 heures sur 24. Au même moment, l'intensification et l'élargissement des frappes de l'OTAN permettent de lancer la phase 3, qui étend les objectifs de la phase 2 au nord du 44° parallèle et inclus des cibles politiques et symboliques. Ainsi, des frappes contre des cibles liées au pouvoir Serbes, tel que la résidence de Milosevic à Belgrade ou les locaux du Parti socialiste serbe, sont exécutées afin de faire pression sur l'élite politique. Cependant, l'objectif prioritaire de l'arme aérienne reste la destruction des voies de communication entre la Serbie et le Kosovo et l'attaque contre des cibles ponctuelles. A fin avril, l'OTAN annonce la destruction du 70% des voies de communication dans la zone.

Dès le 21 mai, l'Alliance laisse entendre qu'elle pourrait intervenir au sol, si ses objec-



...l'OTAN cherche à éviter les dommages collatéraux.

tifs n'étaient pas atteints avant la fin de l'automne. Le 29 mai, l'UCK lance sa première attaque de grande envergure, avec l'appui aérien de l'OTAN, notamment d'avions A-10 «tueurs de chars», de bombardiers B-52 et B-1 pour pilonner, avec des bombes à fragmentation, les positions de l'armée serbe. Bien que cette offensive soit un échec, elle oblige les forces

serbes à se regrouper et permet ainsi d'augmenter la précision des frappes de l'OTAN. La fin du conflit survient le 10 juin.

Limitations éthico-politiques

Si le concept «Zéro mort» implique l'engagement de l'aviation, il la limite aussi forte-

ment dans ses opérations. Au-dessus de 4500 mètres, les avions de l'OTAN ne peuvent pas être atteints par les missiles air-sol de courte portée, mais une telle ligne de vol handicape les pilotes dans leurs tirs de précision. De nombreuses missions doivent être annulées, car il est impossible d'identifier la cible avec exactitude. Les Serbes profitent au maximum de cet avantage et se terrent dans les zones urbaines, protégées en fait par la crainte de l'Alliance de provoquer des dommages collatéraux.

Sous la pression de l'opinion publique, les dirigeants politiques donnent des consignes tactiques très claires aux militaires concernant la désignation des objectifs. Une telle ingérence s'avère une contrainte supplémentaire dans la conduite des opérations. Les commandants de l'OTAN ne peuvent pas choisir et traiter en connaissance de cause les objectifs réellement décisifs. Durant les premières semaines, les pilotes de l'OTAN se voient interdire de frapper les cibles du *leadership* politique autour de Milosevic, qui représentent, selon Warden, des objectifs de première importance.

Des rapports conflictuels entre le général Westley Clark, commandant en chef de l'OTAN (SACEUR), et le lieutenant général Michael Short, commandant des forces aériennes de l'OTAN, contribuent également à l'affaiblissement de l'opération. Le général Clark défend sa stratégie de destruction de toutes les forces militaires serbes, opposée à celle de son subordonné qui veut se concen-

trer sur la destruction des centres de commandements civils et militaires yougoslaves, par des bombardements stratégiques dès le début de l'opération. Ces différents facteurs entraînent un éparpillement de l'effort de guerre et contribuent à la survie des forces serbes. Les frappes sur les objectifs stratégiques n'ont que peu d'effets, car elles sont ponctuelles. De nombreux objectifs ne sont pas traités à fond.

Limitations techniques

Dans un conflit asymétrique, l'adversaire le plus faible essaie de compenser son infériorité par des stratagèmes qui épuisent l'adversaire. Il en va ainsi au Kosovo où les Serbes recourent aux techniques de leurrage pour tromper l'OTAN sur ses capacités de destruction. Malgré les moyens d'observation ultra-sophistiqués de l'Alliance, les manœuvres de déception serbes obtiennent un certain succès. Ainsi, l'Alliance doit revoir à la baisse ses décomptes des pertes infligées aux Serbes. Après le conflit,

une évaluation des dommages sur le terrain révèle que, sur les 122 chars de combat, les 222 véhicules de transport de troupes et les 454 pièces d'artillerie estimés détruits par l'OTAN, seuls 93, 153 et 339 ont été réellement détruits. Ces chiffres sont toutefois à relativiser puisque l'évaluation du Département américain de la Défense est encore sujette à controverse.

Ces données mettent en exergue les limites des armes les plus perfectionnées face à des techniques, rudimentaires et peu coûteuses, de leurrage. Ceci nous permet donc de nous interroger sur les «vertus technologiques» de la Révolution dans les affaires militaires. En effet, il paraît imprudent d'oblitérer le facteur humain; bien que ses sens ne soient pas infaillibles, l'homme reste un élément essentiel au pilotage des ordinateurs.

Au Kosovo, les avions de combat ont la capacité de voler et de larguer des bombes depuis des hauteurs qui garantissent leur survie. A ces altitudes,



Pont détruit à Belgrade.



Les réfugiés, « armes de guerre » pour Milosevic.

l'acuité visuelle des pilotes ne leur permet que difficilement de distinguer leurs et engins de combat. L'Alliance reconnaît avoir détruit 9 leurs de chars de combat, 5 de véhicules de transport, 5 de véhicules militaires et 6 de pièces d'artillerie. Les capacités d'évaluation des pertes infligées restent insuffisantes et inadaptées pour obtenir un bilan efficace des actions. Les Serbes, qui utilisent une technique non conven-

tionnelle et emmènent avec eux 67 chars détruits, induisent en erreur l'OTAN. La mobilité des forces adverses est également un problème pour les forces de l'OTAN au Kosovo.

Limitations opérationnelles

En Irak, si l'arme aérienne n'a pas réussi à renverser le régime de Saddam Hussein, elle

ne se révèle guère plus efficace en Yougoslavie pour éliminer celui de Slobodan Milosevic. Tout au plus, le fait-elle plier aux conditions de l'OTAN. Des bombardements stratégiques s'avèrent incapables de renverser un gouvernement, parce que l'efficacité d'une telle opération repose sur la vulnérabilité des populations et surtout sur leur capacité à influencer leur gouvernement. En clair, des bombardements s'avèreraient efficaces contre des démocraties ! Les régimes autoritaires ne laissant pas une liberté d'expression suffisante...

Par rapport à la guerre du Golfe, des progrès ont été effectués, surtout dans l'interopérabilité des différentes armées, dans le traitement de l'information et du renseignement. Cela s'explique par de meilleures synergies dans l'engagement combiné des avions J-8 JSTARS, des satellites d'observation, des drones et des forces terrestres de reconnaissance. L'analyse des cibles potentielles est meilleure. Cependant des progrès restent à faire dans les capacités à gérer les hautes densités de communications vers les centres d'analyse, de même que dans la fusion des informations, ce malgré les systèmes de C⁴I découlant de la Révolution dans les affaires militaires.

La météorologie et les capacités d'absorption de l'espace aérien kosovar restreignent les possibilités d'engagement des avions et des drones. Les mauvaises conditions météorologiques forcent l'OTAN à annuler au moins la moitié de ses sorties planifiées, cela pendant 39

jours sur 78. La saturation d'un espace aérien aussi petit que celui du Kosovo démontre toute la difficulté et l'acuité du problème de l'emploi massif de l'arme aérienne dans le contexte d'un conflit régional.

Si le conflit est marqué par l'utilisation de munitions dites «intelligentes», leur emploi reste tout de même inférieur à celui d'armes conventionnelles. Seul le 35% des 23000 bombes et missiles utilisés lors de la guerre du Kosovo sont des munitions à guidage de précision. Cela représente pourtant une augmentation par rapport à la guerre du Golfe, mais la plupart des 329 missiles de croisière sont engagés durant le premier mois de l'opération «FORCE ALLIÉE»; les stocks sont très vite épuisés, ces armes coûtant très cher.

A l'exception des Etats-Unis, dans les conditions de restriction budgétaire dans lesquelles se trouvent la plupart des pays occidentaux depuis une décennie, nous ne pouvons donc qu'être sceptiques sur les capacités à mener une guerre de grande ampleur avec l'unique recours à l'arme aérienne.

Une victoire du tout aérien?

Les raisons de la capitulation de Milosevic, le 3 juin 1999, sont encore sujettes à de nombreuses conjectures. Il est à l'heure actuelle impossible d'en déterminer les causes profondes. Cependant on peut mettre en évidence un certain nombre de facteurs qui ont probablement joué dans le calcul de Milosevic. Les évaluations contradictoires de l'impact des frappes aériennes sur les forces Serbes au Kosovo et en RFY ne peuvent nous laisser que dubitatif sur le réel pouvoir coercitif de la puissance aérienne sur Milosevic. En effet, en adoptant une stratégie duale et graduelle, frappes stratégiques en Serbie et tactiques contre les forces Serbes au Kosovo, les stratèges de l'OTAN ont violé deux principes fondamentaux de l'art de la guerre: la concentration et l'économie des forces. Il paraît dès lors improbable que la campagne aérienne eût eu le même impact si d'autres facteurs n'étaient pas intervenus.

La cohésion de l'Alliance a été primordiale puisque, d'une part, elle a directement contrecarré la stratégie de Milosevic destinée à faire implorer

l'OTAN en misant sur le facteur temps. D'autre part, elle a permis aux membres de l'Alliance, menés par le Royaume-Uni, d'articuler une menace d'invasion terrestre qui a gagné en crédibilité lorsque, vers fin mai, des troupes de l'OTAN sont venues renforcer des effectifs en Macédoine et en Albanie. Le rôle de la Russie est devenu déterminant lorsqu'elle s'est distancée, dès le mois de mai, des autorités yougoslaves. Ces dernières, comptant sur son attachement au principe de souveraineté des Etats et aux liens slaves, ont été dépourvues de leur plus fidèle allié. Finalement l'inculpation, le 27 mai 1999, de Slobodan Milosevic par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a probablement contribué à renforcer l'isolement de ce dernier.

Ainsi parler d'une victoire du tout aérien est fallacieux. De même, voir dans la guerre au Kosovo une révolution dans l'art de la guerre serait une erreur. Il apparaît plus sage de considérer, cette campagne aérienne comme l'évolution des paradigmes de l'*Air Power* appliqués au contexte particulier des opérations de paix.²

J.-M. R.

²A ce sujet, voir Rickli, Jean-Marc (2002). *The Coercive Use of Air Power in the Balkans*. Oxford. University of Oxford, MPhil thesis, April.